

Art. 8. Wordt ingedeeld bij toepassing van artikel 4, § 2, van de voornoemde wet van 7 juli 1970, de afdeling van de hierna volgende inrichting van hoger onderwijs :

Lokaliteit	Stamboek-nummer	Inrichting : benaming en adres	Net	Afdelingen
Bergen	5 277 112	Institut des Hautes Etudes des Communications sociales Chaussée de Binche 151 7000 Bergen	V	Podiumkunsten en cultuurspreiding

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1989.

Brussel, 2 februari 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 1249

#### 9 MARS 1990. — Arrêté de l'Exécutif portant fixation du statut et du cadre provisoire du personnel de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 6, § 1er, IX, l'article 9 et l'article 87;

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 15;

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public;

Vu l'arrêté royal du 17 novembre 1988 relatif au transfert de membres du personnel de l'Office national de l'Emploi;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne qui a la Fonction publique dans ses attributions;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne qui a le Budget dans ses attributions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu le protocole n° 27 du Comité de secteur n° XVI;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980 et 16 juin 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de créer sans délai une structure permettant d'accueillir le personnel transféré par les arrêtés du 28 février 1989;

Sur proposition du Comité de gestion du Forem en date du 2 mai 1989 et sur présentation du Ministre de la Renovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels et de l'Emploi,

Arrête :

**Article 1er.** Le cadre provisoire du personnel définitif de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi est fixé comme prévu à l'annexe I du présent arrêté.

**Art. 2.** Le cadre provisoire du personnel temporaire de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi est fixé comme prévu à l'annexe II du présent arrêté.

**Art. 3.** Sans préjudice de l'article 4, l'arrêté ministériel du 12 janvier 1976 fixant le règlement du personnel de l'Office national de l'Emploi, l'arrêté royal du 13 décembre 1973 établissant les grades que peuvent porter les agents de l'Office national de l'Emploi et fixant les modes d'accès à certains de ces grades et l'arrêté ministériel du 3 avril 1974 déterminant les diplômes ou certificats pris en considération pour l'admission au grade de placeur auprès de l'Office national de l'Emploi, sont applicables au personnel visé à l'article 1er du présent arrêté.

**Art. 4. § 1er.** Les agents titulaires de grades correspondant aux échelle barémiques ci-après portent le titre figurant en regard de celles-ci :

Inspecteur général :	les échelles de rang 15.
Directeur :	les échelles des rangs 13 et 14.
Attaché :	les échelles des rangs 10, 11 et 12.
Premier assistant :	les échelles des rangs 24 et 25.
Assistant technique :	les échelles des grades de recrutement des rangs 21 et 22 et des grades de promotion des rangs 22 et 23 correspondants.
Assistant :	les échelles du rang 20 et des grades de promotion des rangs 21, 22 et 23 correspondants.
Premier adjoint :	les échelles des rangs 34 et 35.
Premier contremaître :	les échelles des rangs 34 et 35 du personnel de maîtrise, de métier et de service.

Adjoint :	les échelles des rangs 30 et 32.
Contremaître :	les échelles des rangs 30, 32 et 33 du personnel de maîtrise, de métier et de service.
Premier agent :	les échelles du rang 44.
Agent :	les échelles des rangs 40, 41, 42 et 43.
Premier opérateur :	les échelles des rangs 42, 43 et 44 du personnel de maîtrise, de métier et de service.
Opérateur :	Les échelles des rangs 40 et 41 du personnel de maîtrise, de métier et de service.

§ 2. L'échelle barémique correspond au grade dont l'agent remplit les conditions d'accès telles que fixées par le statut et le règlement organique, tant en ce qui concerne le recrutement qu'en ce qui concerne la promotion.

§ 3. Hormis les carrières planes, les changements d'échelle qui entraînent un changement de rang sans changement de titre sont limités en nombre de manière telle que le nombre d'emplois de chaque rang ne dépasse pas les 4/6èmes du nombre d'emplois du rang immédiatement inférieur figurant au cadre.

**Art. 5.** Le personnel statutaire de l'Office est soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public.

**Art. 6.** Les droits de préférence et de priorité accordés par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, et par la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement, ne peuvent pas être invoqués pour l'admission aux emplois à conférer à l'Office en application des articles 7 et 8 du présent arrêté.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Les emplois créés à l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi sont conférés subsidiairement à des agents qui tombent sous le régime de mobilité prévu à l'article 51, § 4 de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, modifiée par la loi-programme 1981 du 2 juillet 1981, par l'arrêté royal 56 du 16 juillet 1982, relatif au recrutement dans certains services publics et par l'arrêté royal n° 103 du 20 octobre 1982 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics.

Le membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a la formation professionnelle dans ses attributions, le membre de l'Exécutif régional wallon qui a l'emploi dans ses attributions ainsi que le membre de l'Exécutif de la Communauté germanophone qui a la formation professionnelle dans ses attributions, jugent si les candidats justifient d'une pratique suffisante dans le cas où cette condition est requise pour l'emploi à conférer.

§ 2. Peuvent tomber sous le régime de mobilité, tous les agents nommés à titre définitif appartenant aux services de l'Exécutif wallon et de l'Exécutif de la Communauté germanophone ou aux organismes d'intérêt public, soumis à la loi du 16 mars 1954, relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public qui relèvent de la Communauté germanophone, sous réserve que les agents nommés en application du régime de mobilité sont réputés transférés automatiquement à un service de l'Office.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** En vue d'assurer le bon fonctionnement de l'Office, par dérogation au présent arrêté, pour autant qu'aucune candidature valable n'ait été introduite conformément à l'article 7, la première nomination à l'emploi visé à l'annexe III du présent arrêté pourra être effectuée selon les règles suivantes :

1. Le membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a la formation professionnelle dans ses attributions, le membre de l'Exécutif régional wallon qui a l'emploi dans ses attributions ainsi que le membre de l'Exécutif de la Communauté germanophone qui a la formation professionnelle dans ses attributions déclarent l'emploi vacant et font appel aux candidats par un avis publié au *Moniteur belge*.

Cet avis mentionne :

a) l'emploi vacant;  
b) les conditions d'admission;  
c) le délai et les modalités fixées pour l'introduction des candidatures ainsi que, s'il échet, les documents à fournir.

2. Dans les quinze jours, les candidatures doivent être introduites par lettre recommandée à la poste, adressée au Président du Comité de gestion du Forem.

3. Pour être admissibles, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

a) être belge;  
b) être de conduite irréprochable;  
c) jouir des droits civils et politiques;  
d) satisfaire aux lois sur la milice;  
e) être physiquement apte;  
f) satisfaire aux conditions de nomination particulières fixées dans le tableau figurant à l'annexe III.

§ 2. L'Exécutif de la Communauté française, l'Exécutif régional wallon et l'Exécutif de la Communauté germanophone nomment, sur proposition motivée du Comité de gestion de l'Office, le candidat qui satisfait le mieux aux conditions de nomination particulières fixées dans le tableau figurant à l'annexe III précitée.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1989 et cesse ses effets le 30 juin 1990.

**Art. 10.** L'Exécutif charge les Ministres qui ont l'Emploi et la Fonction publique dans leurs attributions, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 mars 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,  
des Zonings industriels et de l'Emploi,

E. HISMANS

Annexe 1

CADRE PROVISOIRE DU PERSONNEL DEFINITIF (FOREM)
---

**A. PERSONNEL ADMINISTRATIF**

Administrateur général .....	1
Administrateur général adjoint .....	1
Inspecteur général .....	4
Directeur .....	13
Attaché .....	73
Attaché ou Premier assistant (grades des carrières planes de conducteur, d'ingénieur technicien, de conseiller professionnel) .....	43
Premier assistant .....	30
Premier assistant ou assistant technique (grades des carrières planes d'assistant social, d'assistant en travaux psychotechniques, d'inspecteur adjoint de 2ème classe, de plateur) .....	250
Assistant technique .....	8
Assistant .....	81
Premier adjoint ou adjoint (grades des carrières planes d'opérateur mécanographe de 2ème classe, de commis-sténodactylographe, de commis-dactylographe, de commis) .....	126
Premier agent .....	1
Agent .....	15

**B. PERSONNEL DE MAITRISE, GENS DE METIER ET DE SERVICE**

Premier contremaître .....	2
Premier opérateur .....	14
Opérateur .....	2
<b>TOTAL</b>	<b>664</b>

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 mars 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région wallonne,  
**B. ANSELME**

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,  
des Zonings industriels et de l'Emploi,  
**E. HISMANS**

Annexe 2

CADRE PROVISOIRE DU PERSONNEL TEMPORAIRE
--

Attaché .....	4
Premier assistant .....	2
Assistant technique .....	104
Assistant .....	13
Adjoint .....	47
<b>TOTAL</b>	<b>170</b>

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 mars 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région wallonne,  
**B. ANSELME**

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,  
des Zonings industriels et de l'Emploi,  
**E. HISMANS**

Emploi de Directeur  
(Premier Conseiller adjoint linguistique germanophone)

Justifier d'une expérience utile de huit années au moins dans le domaine de l'Administration publique ou de la Formation professionnelle ou du Placement des travailleurs ainsi que d'une connaissance approfondie de la langue allemande.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 mars 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région wallonne,  
B. ANSELME

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,  
des Zonings industriels et de l'Emploi,  
E. HISMANS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 1249

**9. MÄRZ 1990. — Erlaß der Exekutive**  
**zur Festlegung des Statuts und des vorläufigen Stellenplans**  
**des Gemeinschaftlichen und Regionalen Amtes für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 6, § 1, IX, des Artikels 9 und des Artikels 87;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1984 zur Aufhebung und zur Umstrukturierung gewisser gemeinnütziger Einrichtungen, insbesondere des Artikels 15;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des Regionalen Amtes für Arbeitsbeschaffung, insbesondere des Artikels 20;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1973 zur Festlegung des Statuts des Personals gewisser gemeinnütziger Einrichtungen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. November 1986 über die Übernahme von Personalmitgliedern des Landesamtes für Arbeitsbeschaffung;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Protokolls Nr. 27 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980 und vom 16. Juni 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es wichtig ist, unverzüglich eine Struktur zu schaffen, die die Aufnahme des aufgrund der Erlasse vom 28. Februar 1989 übernommenen Personals ermöglicht;

Auf Vorschlag des Verwaltungsausschusses des GRABA vom 2. Mai 1989 und auf Vorschlag des Ministers der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur, der Industriezonen und der Beschäftigung,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Der vorläufige Stellenplan des fest angestellten Personals des Gemeinschaftlichen und Regionalen Amtes für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung wird gemäß Anlage I zum vorliegenden Erlaß festgelegt.

**Art. 2.** Der vorläufige Stellenplan des Personals auf Zeit des Gemeinschaftlichen und Regionalen Amtes für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung wird gemäß Anlage II zum vorliegenden Erlaß festgelegt.

**Art. 3.** Der ministerielle Erlaß vom 12. Januar 1976 zur Festlegung des Statuts des Personals des Landesamtes für Arbeitsbeschaffung, der Königliche Erlaß vom 13. Dezember 1973 zur Festlegung der Dienstgrade, die die Bediensteten des Landesamtes für Arbeitsbeschaffung haben können, und zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung zu manchen dieser Dienstgrade und der ministerielle Erlaß vom 3. April 1974 zur Bestimmung der Diplome oder Zeugnisse, die für die Zulassung zum Dienstgrad eines Stellenvermittlers beim Landesamt für Arbeitsbeschaffung berücksichtigt werden, finden unbeschadet des Artikels 4 Anwendung auf das in Artikel 1 vorliegenden Erlasses erwähnte Personal.

**Art. 4. § 1.** Die Bediensteten, die Dienstgrade haben, welche nachstehenden Gehaltsstufen entsprechen, tragen den daneben stehenden Titel :

Generalinspektor :	die Stufen von Rang 15.
Direktor :	die Stufen der Ränge 13 und 14.
Attaché :	die Stufen der Ränge 10, 11 und 12.
Erster Assistent :	die Stufen der Ränge 24 und 25.
Fachassistent :	die Stufen der Anwenbungsgrade der Ränge 21 und 22 und der Beförderungsgrade, die den Rängen 22 und 23 entsprechen.
Assistent :	die Stufen von Rang 20 und der Beförderungsgrade, die den Rängen 21, 22 und 23 entsprechen.
Erster Beigeordneter :	die Stufen der Ränge 34 und 35.
Erster Vorarbeiter :	die Stufen der Ränge 34 und 35 des technischen Aufsichts-, des Fach- und des Dienstpersonals.

Beigeordneter :	die Stufen der Ränge 30 und 32.
Vorarbeiter :	die Stufen der Ränge 30, 32 und 33 des technischen Aufsichts-, des Fach- und des Dienstpersonals.
Erster Bediensteter :	die Stufen von Rang 44.
Bediensteter :	die Stufen der Ränge 40, 41, 42 und 43.
Erster Operator :	die Stufen der Ränge 42, 43 und 44 des technischen Aufsichts-, des Fach- und des Dienstpersonals.
Operator :	die Stufen der Ränge 40 und 41 des technischen Aufsichts-, des Fach- und des Dienstpersonals.

§ 2. Die Gehaltsstufe entspricht dem Dienstgrad, für den der Bedienstete die Zulassungsbedingungen erfüllt, so wie sie sowohl in bezug auf die Anwerbung wie auch in bezug auf die Beförderung im Statut und in der Grundregelung festgelegt worden sind.

§ 3. Die Stufenänderungen, die zu einer Rangänderung ohne Titeländerung führen, sind zahlenmäßig begrenzt, damit die Anzahl Stellen eines jeden Ranges  $\frac{4}{6}$  der im Stellenplan erwähnten Anzahl Stellen des direkt darunterliegenden Ranges nicht übersteigt; dies gilt jedoch nicht für die ebene Laufbahn.

Art. 5. Das ständige Personal des Amtes unterliegt den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1973 zur Festlegung des Statuts des Personals gewisser gemeinnütziger Einrichtungen.

Art. 6. Das Recht auf vorzugsweise Befriedigung und das Vorrecht, die eingeräumt werden durch das Gesetz vom 3. August 1919 und vom 27. Mai 1947 und durch das Gesetz vom 26. März 1968, durch das die Anwerbung der Personen, die in Entwicklungsländern Entwicklungshilfe geleistet haben, in den öffentlichen Diensten erleichtert wird, können nicht für die Zulassung zu Stellen, die in Anwendung der Artikel 7 und 8 vorliegenden Erlasses im Amt zu vergeben sind, vorgebracht werden.

Art. 7. § 1. Die im Gemeinschaftlichen und Regionalen Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung geschaffenen Stellen werden subsidiär an Bedienstete vergeben, die in das Mobilitätssystem fallen, das vorgesehen ist in Artikel 51, § 4 des Gesetzes vom 28. Dezember 1973 über die Haushaltsvorschläge 1973-1974, abgeändert durch das Programmgesetz 1981 vom 2. Juli 1981, durch den Königlichen Erlaß 56 vom 16. Juli 1982 über die Anwerbung in gewissen öffentlichen Diensten und durch den Königlichen Erlaß Nr. 103 vom 20. Oktober 1982 über die Mobilität des Personals gewisser öffentlicher Dienste.

Das Mitgled der Exekutive der Französischen Gemeinschaft, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Berufsbildung gehört, das Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Berufsbildung gehört, befinden darüber, ob die Bewerber über eine ausreichende Erfahrung verfügen, wenn dies für die zu vergebende Stelle gefordert wird.

§ 2. Alle fest angestellten Bediensteten der Dienste der Exekutive der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Regionalexekutive und der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder der gemeinnützigen Einrichtungen, die dem Gesetz vom 18. März 1954 über die Kontrolle gewisser gemeinnütziger Einrichtungen unterliegen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft unterstehen, können in das Mobilitätssystem fallen, unter dem Vorbehalt, daß die in Anwendung des Mobilitätssystems ernannten Bediensteten als solche gelten, die automatisch in einen Dienst des Amtes versetzt werden.

Art. 8. § 1. Damit das Amt reibungslos arbeiten kann, kann die erste Ernennung zu der in Anlage III zu vorliegendem Erlaß erwähnten Stelle in Abweichung von vorliegendem Erlaß, sofern keine gültige Bewerbung gemäß Artikel 7 eingereicht worden ist, nach folgenden Regeln erfolgen :

1. Das Mitglied der Exekutive der Französischen Gemeinschaft, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Berufsbildung gehört, das Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, sowie das Mitglied der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Berufsbildung gehört, erklären die Stelle für frei und erlassen einen Aufruf an die Bewerber durch eine im *Belgischen Staatsblad* veröffentlichte Mitteilung.

Diese Mitteilung erwähnt :

a) die freie Stelle;  
b) die Zulassungsbedingungen;  
c) die Frist und die für die Einreichung der Bewerbungsschreiben festgelegten Modalitäten sowie gegebenenfalls die vorzulegenden Unterlagen.

2. Die Bewerbungen müssen binnen fünfzehn Tagen per Einschreiben beim Vorsitzenden des Verwaltungsausschusses des Graba eingereicht werden.

3. Um zugelassen zu werden, müssen die Bewerber folgende Bedingungen erfüllen :

a) Belgier sein;  
b) eine einwandfreie Lebensführung aufweisen;  
c) im Besitz der bürgerlichen und politischen Rechte sein;  
d) den Milizgesetzen entsprechen;  
e) körperlich tauglich sein;  
e) den in der Tabelle von Anlage III festgelegten besonderen Bedingungen für die Ernennung entsprechen.

§ 2. Auf begründeten Vorschlag des Verwaltungsausschusses des Amtes ernennen die Exekutive der Französischen Gemeinschaft, die Wallonische Regionalexekutive und die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft den Bewerber, der den in der Tabelle der vorerwähnten Anlage III festgelegten besonderen Bedingungen für die Ernennung am besten entspricht.

Art. 9. Vorliegender Erlaß tritt am 1. März 1989 in Kraft und am 30. Juni 1990 außer Kraft.

Art. 10. Die Exekutive beauftragt die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung und der Öffentliche Dienst gehören, ein jeder in seinem Bereich, mit der Ausführung vorliegenden Erlasses.

Namür, am 9. März 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,  
der Industriezonen und der Beschäftigung,

E. HISMANS

## Anlage 1

## Vorläufiger Stellenplan des fest angestellten Personals (GRABA)

A. VERWALTUNGSPERSONAL

Generalverwalter .....	1
Beigeordneter Generalverwalter .....	1
Generalinspektor .....	4
Director .....	13
Attaché .....	73
Attaché oder Erster Assistent (Dienstgrade der ebenen Laufbahn eines Bauführers, eines Fachingenieurs, eines Berufsberaters) .....	43
Erster Assistent .....	30
Erster Assistent oder Fachassistent (Dienstgrade der ebenen Laufbahn eines Sozialarbeiters, eines Assistent für psychotechnische Arbeiten, eines beigeordneten Inspektors 2. Klasse, eines Stellenvermittlers) .....	250
Fachassistent .....	8
Assistent .....	81
Erster Beigeordneter oder Beigeordneter (Dienstgrade der ebenen Laufbahn einer Operator-Datenverarbeitungskraft 2. Klasse, eines Kommis-Stenotypisten, eines Kommis-Daktylographen, eines Kommis) .....	126
Erster Bediensteter .....	1
Bediensteter .....	15

B. TECHNISCHES AUFSICHTS-, FACH- und DIENSTPERSONAL

Erster Vorarbeiter .....	2
Erster Operator .....	14
Operator .....	2
<b>GESAMTZAHL</b>	<b>604</b>

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. März 1990 beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Exekutive der Wallonischen Region,  
B. ANSELME

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,  
der Industriezonen und der Beschäftigung,  
E. HISMANS

## Anlage 2

## Vorläufiger Stellenplan des Personals auf Zeit

Attaché .....	4
Erster Assistent .....	2
Fachassistent .....	104
Assistent .....	13
Beigeordneter .....	47
<b>GESAMTZAHL :</b>	<b>170</b>

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. März 1990 beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Exekutive der Wallonischen Region,  
B. ANSELME

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,  
der Industriezonen und der Beschäftigung,  
E. HISMANS

Stelle als Director  
(Deutschsprachiger Beigeordneter Erster Sprachberater)

Über eine mindestens achtjährige nützliche Erfahrung im Bereich der Öffentlichen Verwaltung oder der Berufsbildung oder der Vermittlung der Arbeitnehmer sowie über gründliche Kenntnisse der deutschen Sprache verfügen.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. März 1990 beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Exekutive der Wallonischen Region,

B. ANSELME

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,  
 der Industriezonen und der Beschäftigung,

E. HISMANS

—  
 VERTALING

—  
 MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 90 — 1249

**9 MAART 1990. — Besluit van de Executieve**  
**tot vaststelling van het statuut en van de voorlopige personeelsformatie**  
**van de Gemeenschaps- en Gewestelijke Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling (FOREM)**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 3, § 1, IX, artikel 9 en artikel 87;

Gelet op de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 november 1986 betreffende de overgang van personeelsleden van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening;

Gelet op de instemming van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden het Openbaar Ambt behoort;

Gelet op de instemming van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het protocol nr. 27 van het Sectorcomité nr. XVI;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980 en 16 juni 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het van belang is onverwijld voorzieningen in te stellen voor het bij de besluiten van 28 februari 1989 overgedragen personeel;

Op voordracht van het Beheerscomité van de FOREM van 2 mei 1989 en op voordracht van de Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

Besluit :

**Artikel 1.** Het voorlopig kader van het vast personeel van de Gemeenschaps- en Gewestelijke Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling is vastgesteld zoals voorzien in bijlage I bij dit besluit.

**Art. 2.** Het voorlopig kader van de tijdelijk personeel van de Gemeenschaps- en Gewestelijke Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling is vastgesteld zoals voorzien in bijlage II bij dit besluit.

**Art. 3.** Onverminderd artikel 4, zijn het ministerieel besluit van 12 januari 1978 houdende reglement van het personeel van de Rijksdienst voor Arbeidsbemiddeling, het koninklijk besluit van 13 december 1973 betreffende sommige graden waarvan de ambtenaren van de Rijksdienst voor Arbeidsbemiddeling kunnen titularis zijn en tot vaststelling van de toegangsmodaliteiten tot sommige van deze graden, en het ministerieel besluit van 3 april 1974 houdende bepaling van de diploma's en getuigschriften die in aanmerking komen voor de toelating tot de graad van bemiddelaar bij de Rijksdienst voor Arbeidsbemiddeling toepasselijk op het in artikel 1 van dit besluit bedoelde personeel.

**Art. 4. § 1.** De beambten die drager zijn van graden gelijkgesteld met de hierna volgende weddeschalen dragen de titel die tegenover deze schalen staat :

Inspecteur-generaal :	de schalen van rang 15.
Directeur :	de schalen van rang 13 et 14.
Attaché :	de schalen van rang 10, 11 en 12.
Eerstaanwendend assistent :	de schalen van rang 24 en 25.
Technisch assistent :	de schalen van de aanwervingsgraden van rang 21 en 22 en de overeenkomende bevorderingsgraden van rang 22 en 23.

Assistent :	de schalen van rang 20 en van de overeenkomende bevorderingsgraden van rang 21, 22 en 23.
Eerstaanwendend adjunct :	de schalen van rang 34 en 35.
Eerste werkmeester :	de schalen van rang 34 en 35 van het meesters-, vak- en dienstpessooneel.
Adjunct :	de schalen van rang 30 en 32.
Werkmeester :	de schalen van rang 30, 32 en 33 van het meesters-, vak- en dienstpessooneel.
Eerste beambte :	de schalen van rang 44.
Beambte :	de schalen van rang 40, 41, 42 en 43.
Eerste operator :	de schalen van rang 42, 43 en 44 van het meesters-, vak- en dienstpessooneel.
Operator :	de schalen van rang 40 en 41 van het meesters-, vak- en dienstpessooneel.

§ 2. De weddeschaal stemt overeen met de graad waarop de beambte de toegangsvoorwaarden vervult zoals zij vastgesteld zijn in het statuut en het organiek reglement, zowel voor wat betreft de aanwerving als de bevordering.

§ 3. Behalve de vlakke loopbaan zijn de veranderingen van schaal die als gevolg hebben een verandering van rang zonder verandering van titel beperkt in aantal zodat het aantal betrekkingen van elke rang niet hoger is dan  $\frac{4}{6}$  van het aantal betrekkingen van de onmiddellijke lagere rang die in het kader voorzien zijn.

Art. 5. Het vast personeel van de Dienst is onderworpen aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 6. De voorkeur- en voorrangrechten toegestaan door de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, alsook door de wet van 28 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare diensten wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd, mogen niet ingeroepen worden voor de toegang tot te begeven functies bij de Dienst door toepassing van artikelen 7 en 8 van dit besluit.

Art. 7. § 1. De bij de Gemeenschaps- en Gewestelijke Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling opgerichte betrekkingen worden subsidiair toegekend aan beambten die aan de mobiliteitsregeling onderworpen zijn die in artikel 51, § 4, van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, gewijzigd bij de programmawet 1981 van 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit nr. 58 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten en bij het koninklijk besluit nr. 103 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten voorzien zijn.

Het lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheden de beroepsopleiding behoort, het lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheden de beroepsopleiding behoort, alsmede het lid van de Duitstalige Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheden de beroepsopleiding behoort oordelen of de kandidaten het bewijs leveren van een voldoende ervaring indien deze voorwaarde voor de te begeven betrekking geëist is.

§ 2. Kunnen aan de mobiliteitsregeling onderworpen zijn alle vast benoemde beambten die behoren tot de diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve, van de Waalse Gewestexecutieve en van de Duitstalige Gemeenschapsexecutieve of tot instellingen van openbaar nut onderworpen aan de wet van 18 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut die tot de Duitstalige Gemeenschap behoren, onder voorbehoud dat de bij toepassing van de mobiliteitsregeling benoemde beambten beschouwd worden als automatisch overgedragen naar een dienst van de Dienst.

Art. 8. § 1. Ten einde de goede werking van de Dienst te verzekeren, in afwijking van dit besluit, kan, voor zover geen geldige kandidatuur ingediend werd overeenkomstig artikel 7, de eerste benoeming tot de in bijlage III bij dit besluit bedoelde betrekking plaats vinden volgens de volgende regels :

1. Het lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheden de beroepsopleiding behoort, het lid van de Waalse Gewestexecutieve of tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort, alsmede het lid van de Duitstalige Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheden de beroepsopleiding behoort verklaren de betrekking vacant en doen een oproep tot de kandidaten bij middel van een in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd bericht.

Dit bericht vermeldt :

- a) de vacante betrekking;
- b) de toelaatbaarheidsvereisten;
- c) het termijn en de modaliteiten vastgesteld voor het indienen van de kandidaturen alsook, indien nodig, de te verstrekken stukken.

2. Binnen de vijftien dagen moeten de kandidaturen bij de voorzitter van het Beheerscomité van de FOREM ingediend worden bij middel van een ter post aangetekende brief.

3. Om toelaatbaar te zijn, moeten de kandidaten volgende vereisten vervullen :

- a) Belg zijn;
- b) van onberispelijk bedrag zijn;
- c) de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- d) aan de dienstplichtwetten voldoen;
- e) fysisch geschikt zijn;
- f) voldoen aan de bijzondere benoemingsvoorwaarden vastgesteld in de tabel van bijlage III.

§ 2. De Franse Gemeenschapsexecutieve, de Waalse Gewestexecutieve en de Duitstalige Gemeenschapsexecutieve benoemen, op gemotiveerd voorstel van het Beheerscomité van de Dienst, de kandidaat die het best voldoet aan de bijzondere benoemingsvoorwaarden vastgesteld in de tabel van voormelde bijlage III.

Art. 9. Dit besluit treedt in kracht op 1 maart 1990 en vervalt op 30 juni 1990.

Art. 10. De Executieve belast de Ministers tot wiens bevoegdheden de Tewerkstelling en het Openbaar Ambt behoort, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Namen, op 9 maart 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, K.M.O.'s en Regional Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANS



Bijlage 1

VOORLOPIG KADER VAN HET VAST PERSONEEL (FOREM)
--

**A. ADMINISTRATIEF PERSONEEL**

Administrateur-generaal .....	1
Adjunct-administrateur-generaal .....	1
Inspecteur generaal .....	4
Directeur .....	13
Attaché .....	73
Attaché of eerstaanwend assistent (graden van de vlakke loopbaan van conducteur, technisch ingenieur, beroepsadviseur) .....	43
Eerstaanwend assistent .....	30
Eerstaanwend assistent of technisch assistent (graden van de vlakke loopbaan van maatschappelijk assistent, psychotechnisch assistent, adjunct-inspecteur 2e klasse, arbeidsbemiddelaar) .....	250
Technisch assistent .....	8
Assistent .....	81
Eerste adjunct of adjunct (graden van de vlakke loopbaan van operateur-mechanograaf 2e klasse, klerk-stenotypist, klerk-typist, klerk) .....	126
Eerste beambte .....	1
Beambte .....	15

**B. MEESTERS, VAK- EN DIENSTPERSONEEL**

Eerste werkmeester .....	2
Eerste operateur .....	14
Operateur .....	2

<b>TOTAAL</b>	<b>664</b>
---------------	------------

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 maart 1990.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van het Waalse Gewest,

B. ANSELME

De Minister voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANS

Bijlage 2

VOORLOPIG KADER VAN HET TIJDELIJKE PERSONEEL
--

Attaché .....	4
Eerstaanwend assistent .....	2
Technisch assistent .....	104
Assistent .....	13
Adjunct .....	47
<b>TOTAAL</b>	<b>170</b>

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 maart 1990.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van het Waalse Gewest,

B. ANSELME

De Minister voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANS

Bijlage 3

Betrekking van directeur  
(Eerstaanwezend adviseur, duitstalige adjunct)

Het bewijs leveren van een nuttige ervaring van minstens acht jaren op het gebied van openbare administratie of van beroepsopleiding of van het plaatsen van werknemers alsmede van een grondige kennis van het Duits.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 maart 1990.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van het Waalse Gewest,

B. ANSELME

De Minister voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANS

F 90 — 1250

**9 MARS 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon**  
fixant le cadre provisoire du personnel transféré au Ministère de la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 88;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 28 octobre 1987 portant le règlement organique du personnel du Ministère de la Région wallonne;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 20 juillet 1989 fixant le cadre organique du personnel du Ministère de la Région wallonne;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne qui a la Fonction publique dans ses attributions;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne qui a le budget dans ses attributions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu la protocole n° 30 du Comité de secteur n° XVI;

Sur proposition du Ministre-Président chargé de la Fonction publique régionale,

Arrête :

**Article 1er.** Sont créés au sein du Ministère de la Région wallonne les Services provisoires d'accueil du personnel définitif suivants :

1. Service provisoire d'accueil du personnel définitif issu du Ministère des Affaires économiques;
2. Service provisoire d'accueil du personnel définitif issu du Ministère des Classes moyennes;
3. Service provisoire d'accueil du personnel définitif issu du Ministère de l'Agriculture;
4. Service provisoire d'accueil du personnel définitif issu du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique;
5. Service provisoire d'accueil du personnel définitif issu du Service national des Fouilles;
6. Service provisoire d'accueil du personnel définitif issu du Centre de recherches agronomiques de l'Etat à Gembloux, station de technologie forestière et de la station de recherches forestières et hydrobiologiques.
7. Service provisoire d'accueil du personnel définitif issu du Ministère des Finances.

**Art. 2.** Sont créés au sein de Ministère de la Région wallonne les Services provisoires d'accueil du personnel temporaire suivants :

1. Service provisoire d'accueil du personnel temporaire issu du Ministère de l'Emploi et du Travail;
2. Service provisoire d'accueil du personnel temporaire issu du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique.

**Art. 3.** Le cadre des Services provisoires d'accueil du personnel définitif est fixé comme suit :

I. Service provisoire d'accueil du personnel définitif issu du Ministère des Affaires économiques	
Premier conseiller .....	1
Conseiller adjoint .....	1
Ingénieur principal .....	1
Secrétaire d'administration .....	5
Sous-chef de bureau .....	4
Rédacteur .....	2
Commis-dactylographe chef .....	1
Commis chef .....	2
Commis-sténodactylographe principal .....	1
Agent en chef .....	1
II. Service provisoire d'accueil du personnel définitif issu du Ministère des Classes moyennes	
Premier ouvrier spécialiste-chef d'équipe, mécanicien de véhicules .....	1